

ÉTAT DE L'APPLICATION DE LA LOI

Article	N° initial	Dispositif	Mesures réglementaires d'application et rapports prévus	Mesures publiées ou calendrier prévisionnel de publication
TITRE I^{er} : OBJECTIFS STRATÉGIQUES DE GESTION ET DE PRÉVENTION DE LA PRODUCTION DE DÉCHETS				
1	1 ^{er} AAA	Usage des ressources basé sur l'écoconception		
2	1 ^{er} AAB	Objectif d'atteindre une empreinte écologique neutre		
3	1 ^{er} AA	Objectif stratégique global de réduction des déchets ménagers et des déchets d'activités économiques		
4	1 ^{er} AB	Augmenter l'objectif de réemploi et de réutilisation des déchets		
5	1 ^{er} AC	Inscription dans le code de l'environnement de l'objectif de 100 % de plastique recyclé d'ici le 1 ^{er} janvier 2025		
6	1 ^{er} ADA	Justification du tri pour l'accès aux décharges		
7	1 ^{er} AD	Fin des emballages plastiques à usage unique d'ici 2040	Décret fixant les objectifs concernant les emballages en plastique	30 novembre 2020
			Définition d'une stratégie nationale par voie réglementaire avant le 01/01/2022	30 juin 2021
8	1 ^{er} AE	Modalités des politiques publiques de lutte contre les pollutions plastiques dans l'environnement	Rapport d'évaluation qui sera remis au Parlement en même temps que le prochain plan national de prévention des déchets (2021-2028) dont il sera une des composantes	2021
9	1 ^{er} AF	Stratégie nationale pour augmenter la part des emballages réutilisés et réemployés		
10	1 ^{er} AG	Interdiction de la mise en décharge de ressources considérées comme des déchets non dangereux		
11	1 ^{er} AH	Réduction de moitié du gaspillage alimentaire		

TITRE II : INFORMATION DU CONSOMMATEUR				
12	1 ^{er} B	Interdiction de la publicité agressive hors période de soldes		
13	1 ^{er}	Amélioration de l'information du consommateur sur les qualités et caractéristiques environnementales des produits	Décret définissant les modalités pour la mise en place d'un accès centralisé des données à destination des consommateurs	Aucune mesure réglementaire ne sera prise
			Décret en Conseil d'État pour l'application de l'art. L. 541-9-1 du code de l'environnement	31 mars 2021
			Décret identifiant les substances dangereuses	31 décembre 2020
			Décret en Conseil d'État fixant les modalités d'application de l'art. L. 5232-5, III, du code de la santé publique	31 décembre 2020
14	1 ^{er bis} A	Possibilité d'imposer par voie réglementaire un visuel d'information sur la présence de perturbateurs endocriniens dans certaines catégories de produits	Décret simple	Juillet 2021
15	1 ^{er bis}	Expérimentation en matière d'affichage environnemental	Expérimentation de 18 mois + décrets post expérimentation définissant la méthodologie et les modalités d'affichage environnemental s'appliquant aux différentes catégories de biens et services	Expérimentation en cours. Généralisation des mesures sur la base des résultats de l'expérimentation prévue pour le 1 ^{er} janvier 2023 au plus tard
			Bilan de l'expérimentation transmis au Parlement	31 décembre 2021
			Décret sur les modalités d'application du I rendu obligatoire après entrée en vigueur d'une disposition adoptée par l'UE poursuivant le même objectif	1 ^{er} janvier 2023
16	2	Indice de réparabilité et de durabilité des équipements électriques et électroniques	Décret sur les modalités de mise en place d'un accès centralisé aux données de réparabilité	Aucune mesure réglementaire ne sera prise
			Décret en Conseil d'État sur les modalités d'application du I de l'art L. 541-9-2 du code de l'environnement concernant l'indice de réparabilité	15 novembre 2020
			Décret en Conseil d'État fixant la liste des produits et équipements concernés ainsi que les modalités d'application du II de l'art. L. 541-9-2 du code de l'environnement concernant l'indice de durabilité pour une entrée en vigueur au 1 ^{er} janvier 2024	1 ^{er} juillet 2023

17	3	Généralisation d'une information du consommateur sur le geste de tri	Décret en Conseil d'État pour l'application de l'art. L. 541-9-3 du code de l'environnement	30 octobre 2020
18	3 bis	Obligations des copropriétés en matière de consignes de tri		
19	4	Information sur la disponibilité des pièces détachées et obligation d'utilisation de pièces issues de l'économie circulaire	Décret en Conseil d'État fixant la durée de la disponibilité des pièces détachées	31 décembre 2020
			Décret fixant les catégories de biens bénéficiant de la mise à disposition de plan de fabrication de pièces détachées en 3D	31 décembre 2020
			Décret fixant les modalités d'information du consommateur pour l'art. L. 224-67 du code de la consommation	31 décembre 2020
			Décret en Conseil d'État fixant les catégories d'équipement pour lesquels des pièces de rechange de l'économie circulaire sont proposées, définissant ces pièces et fixant les cas où elles peuvent ne pas être proposées	31 décembre 2020
			Décret fixant les modalités d'information du consommateur pour les pièces issues de l'économie circulaire	31 décembre 2020
			Décret fixant le délai minimal de disponibilité pour les pièces détachées de matériel médical et la liste des matériels et pièces mentionnés dans l'article L. 224-111 du code de la consommation	31 décembre 2020
			Décret en Conseil d'État fixant les catégories d'équipement médical pour lesquels des pièces de rechange de l'économie circulaire sont proposées, définissant ces pièces et fixant les cas où elles peuvent ne pas être proposées	31 décembre 2020
			Décret fixant les modalités d'information du consommateur pour les pièces issues de l'économie circulaire destinées au matériel médical	31 décembre 2020

20	4 bis A	Information du consommateur sur la garantie légale de conformité	Décret fixant les catégories de biens pour lesquels le document de facturation mentionne l'existence et la durée de la garantie légale de conformité	31 octobre 2020
21	4 bis BAA	Extension de la garantie légale de conformité pour les biens vendus d'occasion		
22	4 bis BA	Renouvellement de la garantie en cas de remplacement		
23	4 bis BB	Garantie légale de conformité qui ne peut être inférieure à deux ans		
24	4 bis	Sensibilisation au réemploi et au recyclage des produits et matériaux ainsi qu'au geste de tri dans les activités éducatives		
25	4 quater C	Interdiction de toute technique visant à rendre impossible la réparation ou le reconditionnement d'un appareil	Arrêté fixant la liste des produits échappant à l'interdiction des techniques rendant impossibles la réparation ou le reconditionnement d'un appareil	31 octobre 2020
26	4 quater DA	Mention des étapes de réparation courantes dans les modes d'emploi ou notices d'utilisation des produits générateurs de déchets		
27	4 quater D	Garantie logicielle	Décret fixant les modalités d'application de l'art. L. 217-21 du code de la consommation	31 octobre 2020
			Décret fixant les modalités d'application de l'obligation de fourniture des mises à jour logicielles	31 octobre 2020
			Rapport au Parlement sur la durée de vie des appareils numériques, l'obsolescence logicielle et option pour allonger leur durée de vie	31 décembre 2020
28	4 quater E	Information sur les restrictions à l'installation de logiciels		
29	4 quater	Régime harmonisé de sanctions		
TITRE III : FAVORISER LE RÉEMPLOI ET LA RÉUTILISATION AINSI QUE L'ÉCONOMIE DE LA FONCTIONNALITÉ ET SERVICIELLE DANS LE CADRE DE LA LUTTE CONTRE LE GASPILLAGE				
30	5 A	Alourdissement des sanctions en cas de non-respect de l'obligation de don alimentaire		
31	5 BA	Mise en place d'une stratégie et d'un diagnostic de lutte contre le gaspillage alimentaire par les opérateurs agroalimentaires		

32	5 B	Extension de l'obligation de conventionnement et de don aux halles, marchés et foires		
33	5 C	Label national anti-gaspillage alimentaire	Décret fixant les modalités d'application de la disposition	31 octobre 2020
34	5 D	Élargissement de la codification des denrées alimentaires	Décret fixant les modalités d'application de la disposition	31 décembre 2020
35	5	Extension de l'interdiction de destruction des invendus aux produits non alimentaires	Décret en Conseil d'État précisant les modalités d'application de l'article L. 541-15-8 du code de l'environnement, notamment le 2° du I	31 décembre 2020
			Décret fixant la liste des produits d'hygiène et de puériculture visés par l'interdiction de destruction	31 décembre 2020
			Décret fixant la date d'application de l'art. L. 541-15-8, et au plus tard le 1 ^{er} janvier 2022, s'agissant de l'ensemble des produits qui étaient soumis au principe de responsabilité élargie du producteur antérieurement à la publication de la présente loi.	31 décembre 2020
			Décret fixant les dates d'application de l'art. L. 541-15-8 du code de l'environnement, s'agissant de la mise en place des filières de réemploi, réutilisation ou recyclage, et au plus tard le 31 décembre 2023	31 décembre 2020
			Décret précisant la mention informant les consommateurs qu'un produit reste consommable au-delà de la date de durabilité minimale	31 décembre 2020
36	5 bis AAA	Dispense de régularisation de la taxe sur la valeur ajoutée pour les invendus alimentaires ou non alimentaires neufs donnés à des associations d'utilité publique	Décret fixant les conditions de cette dispense sur la base de l'article 273 septies D du code général des impôts	Décret n° 2020-731 du 15 juin 2020 relatif à la dispense de régularisation de la taxe sur la valeur ajoutée bénéficiant aux dons de biens invendus à des associations reconnues d'utilité publique
37	5 bis AA	Utilisation de la mention « reconditionné »	Décret en Conseil d'État précisant les conditions d'usage de la mention « reconditionné » par un professionnel	31 octobre 2020
38	5 bis AB	Don à des associations du matériel informatique utilisé par les collectivités		

39	<i>5 bis A</i>	Obligation de conventionnement entre établissements de santé et associations pour le don de matériel médical	Décret déterminant les conditions d'application de la disposition	4 ^e trimestre 2020
40	<i>5 bis BA</i>	Médicaments délivrés à l'unité	Arrêté fixant la liste des médicaments visés par les dispositions de l'article L. 5123-8 du code de la santé publique	30 juin 2021
			Décret en Conseil d'État fixant les modalités de conditionnement, d'étiquetage et d'information pour ces médicaments	30 juin 2021
			Décret en Conseil d'État fixant la date d'entrée en vigueur de la disposition et au plus tard le 1 ^{er} janvier 2022	30 juin 2021
41	<i>5 bis B</i>	Vente de produits non pré-emballés	Décret fixant la liste des exceptions à la vente en vrac	31 décembre 2020
42	<i>5 bis CAA</i>	Abaissment des tarifs des boissons à emporter lorsqu'elles sont vendues dans un récipient réemployable présenté par le consommateur		
43	<i>5 bis CA</i>	Fourniture de contenants réutilisables dans les grandes surfaces		
44	<i>5 bis CB</i>	Fourniture de contenants réutilisables dans les grandes surfaces		
45	<i>5 bis C</i>	Vente en vrac de produits sous signes d'identification de la qualité et de l'origine		
46	<i>5 bis D</i>	Interdiction de distribution des publicités à domicile quand il existe une mention visible de refus	<i>Application au 1^{er} janvier 2021</i>	
47	<i>5 bis EA</i>	Interdiction du dépôt d'imprimés commerciaux sur les véhicules et de distribution de cadeaux commerciaux dans les boîtes aux lettres		
48	<i>5 bis E</i>	Obligation d'imprimer les prospectus et catalogues commerciaux sur du papier recyclé ou issu de forêts durables	<i>Application au 1^{er} janvier 2023</i>	
49	<i>5 bis F</i>	Interdiction de l'impression et de la distribution systématiques des tickets de caisse, de cartes bancaires et bons d'achat	Décret fixant les modalités d'application de ces interdictions	30 juin 2022

50	<i>5 bis</i>	Encadrement de la publicité incitant à la mise au rebut des produits		
51	6	Diagnostic obligatoire pour les déchets du bâtiment dans le cadre d'opérations de démolition ou de réhabilitation	Décret en Conseil d'État déterminant : - les catégories de bâtiments et la nature des travaux de démolition ou réhabilitation qui, en raison de la superficie des bâtiments et de la nature des matériaux et déchets susceptibles d'être produits, sont couverts par cette obligation ; - le contenu et les modalités de réalisation de ce diagnostic ; - les modalités de la transmission des informations contenues dans le diagnostic et issues de son récolement	1 ^{er} janvier 2021
			Décret définissant les modalités d'application de la disposition	1 ^{er} janvier 2021
			Décret définissant les modalités de publicité du diagnostic	1 ^{er} janvier 2021
52	<i>6 bis A</i>	Cessions de constructions temporaires et démontables inutilisées par l'État		
53	<i>6 bis BA</i>	Possibilité pour les collectivités territoriales et leurs établissements publics de céder gratuitement les biens de scénographie dont ils n'ont plus l'usage		
54	<i>6 bis B</i>	Sortie du statut de déchet des matériaux de construction triés		
55	<i>6 bis</i>	Recours privilégié aux biens issus du réemploi ou intégrant des matières recyclées dans la commande publique	Adaptation en ce sens des cahiers des charges des achats publics des services de l'État et des collectivités territoriales et de leurs groupements	À compter du 1 ^{er} janvier 2021
56	<i>6 ter A</i>	Accès des constructions temporaires reconditionnées aux marchés publics		
57	<i>6 ter</i>	Partenariat des collectivités et des acteurs de l'ESS pour la récupération en déchetterie		
58	<i>6 quater</i>	Obligation d'acquérir une part de biens issus du réemploi ou recyclés dans la commande publique	Décret en Conseil d'État fixant la liste des produits concernés et les taux de réemploi, réutilisation ou recyclage correspondants	15 novembre 2021
59	<i>6 quinquies A</i>	Matériaux de construction réemployés dans la commande publique		

60	6 <i>quinquies</i>	Acquisition de pneumatiques rechapés dans la commande publique		
TITRE IV : LA RESPONSABILITÉ DES PRODUCTEURS				
61	7	Dispositions générales relatives à la responsabilité des producteurs	Décret précisant les modalités d'incorporation de matière recyclée dans certaines catégories de produits et matériaux	Mesures renvoyant à un décret à titre éventuel Publication prévue d'ici le 30 juin 2021
			Décret en Conseil d'État précisant les obligations des plus importants producteurs et importateurs de produits en matière de recyclage des déchets	Non publié Entrée en vigueur différée (« au plus tard le 1 ^{er} janvier 2030 »)
			Définition par voie réglementaire des supports sur lesquels figure l'identifiant unique de la personne soumise au principe de responsabilité élargie du producteur (3 ^e al. art. L. 541-9-5 du code de l'environnement)	Projet de décret en Conseil d'État, en cours d'examen par celui-ci Entrée en vigueur différée (1 ^{er} janvier 2021)
62	8	Refonte du régime juridique de la responsabilité élargie des producteurs	Décret déterminant les dérogations au principe de gouvernance en l'absence d'un éco-organisme mis en place	Mesure législative renvoyant à un décret à titre éventuel
			Décret précisant la composition du comité des parties, la procédure suivie devant lui et les types de projets de décisions soumis pour avis audit comité	Projet de décret en Conseil d'État, en cours d'examen par celui-ci Publication prévue fin octobre 2020
			Arrêté fixant le contenu du cahier des charges pour l'obtention de l'agrément par les éco-organismes et les systèmes individuels	Publication prévue fin octobre 2020
			Décret en Conseil d'État définissant les modalités d'extension du principe de la REP au secteur du bâtiment	Publication prévue d'ici le 30 juin 2021 Entrée en vigueur différée (1 ^{er} janvier 2022)
			Décret fixant les catégories d'aides techniques concernées par la possibilité de relever du principe de REP	Mesure législative renvoyant à un décret à titre éventuel
			Décret fixant la liste des substances dangereuses dont la présence dans un produit module à la hausse la contribution financière du producteur à l'éco-organisme (identique au décret prévu à l'article 13)	Projet de décret soumis à l'ANSES Publication prévue fin décembre 2020

			Arrêté pouvant fixer la modulation des primes et pénalités financières versées par les producteurs aux éco-organismes	Entrée en vigueur différée (1 ^{er} janvier 2022)
			Arrêté fixant le montant de la pénalité pour les emballages plastiques ne pouvant être recyclés, au plus tard le 1 ^{er} janvier 2022	Entrée en vigueur différée (1 ^{er} janvier 2022)
			Arrêté définissant les marquages et signalétiques induisant une confusion dans le tri	Publication prévue fin 2021
			Décret précisant le périmètre, les modalités de financement du fonds dédié au financement de la réparation	Projet de décret en Conseil d'État, en cours d'examen par celui-ci Publication prévue fin octobre 2020
			Arrêté pouvant fixer les conditions d'éligibilité des opérateurs au fonds dédié au financement du réemploi et de la réutilisation	Publication prévue fin octobre 2020
			Décret précisant les modalités de fonctionnement du fonds dédié au financement du réemploi et de la réutilisation	Projet de décret en Conseil d'État, en cours d'examen par celui-ci Publication prévue fin octobre 2020
			Décret fixant les modalités de la déclaration d'exportation des déchets	Projet de décret en Conseil d'État, en cours d'examen par celui-ci Publication prévue fin octobre 2020
			Décret en Conseil d'État définissant les modalités de reprise sans frais des produits usagés	Projet de décret en Conseil d'État, en cours d'examen par celui-ci Publication prévue fin octobre 2020
			Arrêté précisant la nature des données fournies par les éco-organismes et les modalités de leur mise à disposition	Publication prévue en 2021
63	8 bis AA	Transmission des informations des éco-organismes aux régions	Décret précisant les modalités de transmission au conseil régional des données nécessaires pour l'élaboration des plans déchets	Projet de décret en Conseil d'État, en cours d'examen par celui-ci Publication prévue mi-octobre 2020
64	8 bis B	Prise en charge des coûts de transport des déchets des îles de Marie-Galante, la Désirade, Terre de haut et Terre de bas		

65	8 bis CA	Définition par les éco-organismes des gammes standards d’emballages alimentaires réemployables		
66	8 bis	Consigne pour réemploi et pour réutilisation	Rapport public de l’ADEME sur les taux de performance de la collecte et du recyclage des bouteilles en plastique pour boisson atteints en 2019, au plus tard le 30 septembre 2020	Publication prévue courant octobre 2020
			Décret en Conseil d’État définissant les modalités de mise en place et de gestion de la consigne pour réemploi et recyclage	Entrée en vigueur différée après 2023 Publication prévue fin 2023
67	8 ter AA	Définition d’une proportion minimale d’emballages réemployés à mettre sur le marché annuellement	Décret définissant les proportions minimales d’emballages réemployés par flux d’emballages et catégories de produits	Publication prévue fin novembre 2020
68	8 ter A	Rapport du Gouvernement sur l’économie de l’usage et de la fonctionnalité	Rapport remis dans les 12 mois suivant la promulgation de la loi	Non remis
69	8 ter	Réutilisation des eaux usées traitées et utilisation des eaux de pluie	Décret précisant les modalités d’application du développement de la réutilisation des eaux usées traitées et de l’utilisation de l’eau de pluie	Entrée en vigueur différée (1 ^{er} janvier 2021) Publication prévue fin décembre 2020
			Décret en Conseil d’État définissant les conditions dans lesquelles les eaux usées traitées et les eaux de pluie peuvent être réutilisées	Projet de décret en cours de finalisation, en attente d’un avis de l’ANSES Publication prévue mi-novembre 2020
70	8 quater A	Récupération des eaux de pluie dans les bâtiments construits à partir de 2023	Décret en Conseil d’État déterminant les exigences de limitation de consommation d’eau potable dans les bâtiments construits à partir de 2023	Publication prévue fin décembre 2022
71	8 quinquies	Conventions entre collectivités territoriales pour l’application du principe de proximité		
72	9	Règles spécifiques à certaines filières REP	Décret en Conseil d’État définissant un dispositif harmonisé de règles de tri sur les emballages ménagers	Publication prévue fin novembre 2020
			Décret précisant les modalités d’application de l’article L. 541-10-19 relatif à la teneur minimale en papier recyclé des publications de presse leur permettant de contribuer en nature à la gestion de leurs déchets	Publication prévue fin novembre 2020

			Décret en Conseil d'État précisant les conditions d'application du I de l'article L. 541-10-20 relatif à la mention, sur les factures de vente, du coût unitaire de la gestion des déchets d'équipements électriques et électroniques	Publication prévue fin novembre 2020
			Décret en Conseil d'État précisant les conditions d'application de l'art. L. 541-10-21 du code de l'environnement relatif à la mention, sur les factures de vente, du coût unitaire de la gestion des déchets d'ameublement	Publication prévue fin novembre 2020
			Décret précisant les modalités d'application du III de l'art. L. 541-10-23 du code de l'environnement relatif à l'obligation pour les distributeurs de matériaux de construction, de reprendre les déchets analogues aux produits qu'ils vendent	Mesure déjà appliquée par le décret n° 2016-288 du 10 mars 2016 (articles D. 543-288 à D. 543-290 du code de l'environnement)
			Décret déterminant les conditions d'application de l'article L. 541-10-24 relatif à la reprise des déchets de bouteilles de gaz	Mesure déjà appliquée par le décret n° 2016-836 du 24 juin 2016 (articles D. 543-259 à D. 543-262 du code de l'environnement)
73	9 bis AA	Expérimentation d'un dispositif de médiation au sein de certaines filières REP	Décret déterminant les modalités de l'expérimentation d'un dispositif de médiation au sein de certaines filières REP	Décret n° 2020-1133 du 15 septembre 2020
			Remise au Parlement d'une évaluation au terme des 3 ans de l'expérimentation	Remise du rapport à la fin de l'expérimentation
74	9 bis A	Extension des obligations de tri des producteurs de déchets		
75	9 bis B	Sanctions pénales en cas de non-respect du tri « cinq flux »		
76	9 ter	Suivi et observation des filières REP par l'ADEME	Décret fixant la redevance versée par les producteurs ou leur éco-organisme pour financer le suivi de l'ADEME	Projet de décret en Conseil d'État, en cours d'examen par celui-ci Publication prévue fin octobre 2020
77	10	Interdiction de la mise à disposition et de la mise sur le marché de certains produits en plastique à usage unique	Décret précisant les situations où l'interdiction ne s'appliquent pas aux achats de l'État	Entrée en vigueur différée (à compter du 1 ^{er} janvier 2022) Publication prévue d'ici fin juin 2021
			Décret précisant les catégories d'établissements recevant du public soumis à l'obligation d'installation d'une fontaine d'eau potable	Entrée en vigueur différée (à compter du 1 ^{er} janvier 2022) Projet de décret en cours de finalisation suite à consultation obligatoire du public

			Décret fixant la liste des fruits et légumes dérogeant à l'interdiction d'emballage plastique	Entrée en vigueur différée (à compter du 1 ^{er} janvier 2022) Publication prévue fin 2020
			Décret en Conseil d'État définissant les modalités d'interdiction des sachets de thé et tisane en plastique	Entrée en vigueur différée (à compter du 1 ^{er} janvier 2022) Projet de décret en Conseil d'État, notifié à la Commission européenne Publication prévue fin 2020
			Décret précisant les modalités de mise en œuvre de l'obligation pour les établissements de restauration de fournir des couverts, récipients et gobelets réemployables	Entrée en vigueur différée (à compter du 1 ^{er} janvier 2023) Projet de décret en cours de finalisation suite à consultation obligatoire du public
			Décret précisant les modalités de mise en œuvre de l'obligation pour les services de portage quotidien de repas à domicile de fournir des couverts, récipients et gobelets réemployables ainsi que les exceptions motivées pour des raisons de santé publique	Entrée en vigueur différée (à compter du 1 ^{er} janvier 2022) Projet de décret en cours de finalisation suite à consultation obligatoire du public
			Décret en Conseil d'État indiquant les dérogations à l'interdiction des contenants alimentaires en plastique dans différents services médicaux	Entrée en vigueur différée (à compter du 1 ^{er} janvier 2025) Publication prévue d'ici 2024
78	10 bis AAA	Interdiction des emballages plastiques pour l'envoi des publications de presse et des publicités		
79	10 bis AAB	Obligation de doter les lave-linge neufs d'un filtre à microfibres plastiques	Décret précisant les modalités d'application de cette obligation	Entrée en vigueur différée (à compter du 1 ^{er} janvier 2025) Publication prévue d'ici fin 2023
80	10 bis AA	Interdiction des étiquettes sur les fruits et légumes		
81	10 bis AB	Interdiction de la mise à disposition à titre gratuit de jouets en plastique dans les menus pour enfants		
82	10 bis A	Interdiction des détergents contenant des microbilles plastiques	Décret en Conseil d'État fixant les dates d'interdiction des détergents et produits d'entretien contenant des microbilles plastiques, au plus tard à compter du 1 ^{er} janvier 2027	Publication prévue fin 2021

			Décret en Conseil d'État fixant les modalités d'application de l'article L. 541-15-12 interdisant différents produits contenant des microbilles plastiques	Entrée en vigueur différée (à compter du 1 ^{er} janvier 2023) Publication prévue fin 2021
83	10 bis B	Lutte contre les fuites de granulés plastiques industriels dans l'environnement	Décret précisant les modalités d'application du dispositif de lutte contre les fuites de granulés plastiques industriels	Entrée en vigueur différée (à compter du 1 ^{er} janvier 2022) Publication prévue fin 2020
84	10 bis C	Rapport du Gouvernement sur les impacts des plastiques biosourcés, biodégradables et compostables	Rapport remis au plus tard le 1 ^{er} janvier 2021	Non remis
85	10 bis	Suppression de l'assujettissement des huiles lubrifiantes à la taxe générale sur les activités polluantes		
86	10 ter	Conditions d'utilisation et d'importation des boues d'épuration	Détermination par voie réglementaire des conditions du traitement des boues d'épuration par compostage	Projet de décret en Conseil d'État, en cours d'examen devant celui-ci Publication prévue mi-octobre 2020
			Détermination par voie réglementaire des conditions du traitement des digestats issus de la méthanisation des boues d'épuration par compostage	Projet de décret en Conseil d'État, en cours d'examen devant celui-ci Publication prévue mi-octobre 2020
87	10 quater	Interdiction du compostage des déchets issus d'un tri mécano-biologique		
88	10 quinquies	Obligation de tri à la source et interdiction du brûlage des biodéchets	Décret définissant les conditions de dérogation à l'interdiction du brûlage des biodéchets, en cas d'épiphytie ou d'élimination d'espèces végétales envahissantes	Projet de décret en Conseil d'État, en cours d'examen devant celui-ci Publication prévue mi-octobre 2020
89	11	Coordination légistique		
90	11 bis A	Nouvelles installations de tri mécano-biologique	Conditions permettant l'autorisation de nouvelles installations de tri mécanobiologique	Projet de décret en Conseil d'État, en cours d'examen devant celui-ci Publication prévue mi-octobre 2020
91	11 bis	Modalités d'accès des déchets aux installations de stockage	Décret définissant les modalités de facturation du stockage des déchets	Projet de décret en Conseil d'État, en attente de l'avis de l'Autorité de la concurrence Publication prévue fin novembre 2020

92	11 <i>sexies</i>	Dérogation, dans les collectivités régies par l'article 73 de la Constitution, à l'incompatibilité entre l'activité de gardien de fourrière et celle de destruction et de retraitement de véhicules usagés	Décret précisant les conditions et modalités d'agrément d'une personne morale exerçant une activité de destruction ou de retraitement de véhicules usagés comme gardien de fourrière	Publication prévue fin novembre 2020
TITRE V : LUTTE CONTRE LES DÉPÔTS SAUVAGES				
93	12 AA	Procédure de sanction administrative en matière de lutte contre les dépôts sauvages		
94	12 ABA	Recouvrement des amendes administratives en matière de déchets		
95	12 A	Faculté de transfert des pouvoirs de police administrative du maire aux présidents d'intercommunalités en matière de lutte contre les dépôts sauvages		
96	12 B	Habilitation des agents de surveillance de la voie publique et des agents habilités et assermentés des collectivités à constater les infractions relatives aux dépôts sauvages	Décret en Conseil d'État précisant les conditions d'habilitation et d'assermentation de ces agents	Projet de décret en Conseil d'État, en cours d'examen devant celui-ci Publication prévue mi-octobre 2020
97	12 DA	Amende forfaitaire délictuelle en cas de dépôt sauvage		
98	12 DB	Immobilisation et mise en fourrière du véhicule utilisé pour commettre un délit en matière de déchets		
99	12 D	Accès au système d'immatriculation des véhicules dans le cadre des missions de police judiciaire liées à l'abandon ou au dépôt de déchets	Décret en Conseil d'État définissant les modalités de communication des informations relatives à la circulation des véhicules	Projet de décret en Conseil d'État, en attente de l'avis de la CNIL Publication prévue fin novembre 2020
100	12 E	Recours à la vidéoprotection dans la lutte contre l'abandon de déchets		
101	12 FA	Vidéo-verbalisation des infractions en matière de dépôts sauvages		
102	12 F	Fourniture d'un justificatif de destruction ou de réparation d'un véhicule irréparable lors de la résiliation du contrat d'assurance	Décret précisant la nature du justificatif et les modalités de mise en œuvre de l'art. L. 211-1 du code des assurances	Entrée en vigueur différée (s'applique aux contrats en cours à compter du 1 ^{er} juillet 2021) Publication prévue début décembre 2020

103	12 GAA	Information de la victime d'un accident de la route de ses obligations relatives à la cession d'un véhicule hors d'usage		
104	12 GAB	Mise en demeure du titulaire du certificat d'immatriculation d'un véhicule susceptible de porter atteinte à l'environnement, la santé ou la salubrité publiques de faire cesser cette atteinte		
105	12 GA	Consultation du fichier des véhicules assurés aux fins de lutte contre l'abandon de véhicules hors d'usage		
106	12 G	Traçabilité des déchets du bâtiment	Décret précisant les modalités d'application de l'art. L. 541-21-2-3 du code de l'environnement	Publication prévue mi novembre 2020
TITRE VI : DISPOSITIONS DIVERSES				
107	12 H	Cartographie des zones dans lesquelles des fontaines à eau pourraient être installées		
108	12 I	Possibilité de collecte des biodéchets dont le producteur n'est pas un ménage		
109	12 J	Compétence des régions en matière d'économie circulaire		
110	12 K	Objectif de valorisation énergétique des déchets		
111	12 LAAA	Objectif de développement des installations de valorisation énergétique des déchets de bois		
112	12 LAA	Interdiction progressive des huiles minérales sur les emballages et les impressions à destination du public	Décret d'application, avec application progressive aux 1 ^{er} janvier 2022, 1 ^{er} janvier 2023 et 1 ^{er} janvier 2025	Entrée en vigueur différée (1 ^{er} janvier 2022) Publication prévue fin novembre 2020
113	12 LA	Sortie du statut de déchet des explosifs militaires déclassés	Décret précisant le champ des explosifs qui sont exclus du régime juridique applicable aux déchets	Projet de décret en cours de signature Publication prévue fin septembre 2020
114	12 LBA	Définition d'une feuille de route nationale sur le traitement des déchets d'amiante		
115	12 LB	Sortie du statut de déchet hors ICPE		
116	12 LCA	Contrôle par vidéo du déchargement des déchets non dangereux non inertes dans une installation de stockage ou d'incinération	Décret précisant les modalités de la vidéosurveillance	Projet de décret en attente de l'avis de la CNIL Publication prévue fin novembre 2020

117	12 LC	Traçabilité des déchets et des terres et sédiments	Décret en Conseil d'État fixant les conditions d'application du dispositif	Projet de décret en Conseil d'État, en attente de l'avis de la CNIL Publication prévue fin décembre 2020
118	12 LD	Obligation pour les producteurs ou détenteurs de déchets de caractériser les déchets contenant des polluants organiques persistants		
119	12 L	Possibilité de déroger aux plans de prévention des déchets		
120	12 MA	Fixation réglementaire des prescriptions applicables aux installations qui trient les déchets pour une valorisation matière de qualité élevée		
121	12 MB	Possibilité de réviser la capacité annuelle de stockage de déchets non dangereux non inertes d'un même département ou bassin de vie		
122	12 M	Dérogation à l'interdiction d'installations de stockage et de traitement des déchets dans les communes littorales de Guyane		
123	12 NA	Coordination et animation par la collectivité de Corse des actions conduites par les différents acteurs en matière d'économie circulaire		
124	12 N	Formation des élus locaux et des fonctionnaires territoriaux en matière d'économie circulaire et de déchets		
125	12	Habilitation du Gouvernement à transposer des directives et à légiférer par voie d'ordonnance	<i>Dans les six mois suivant la promulgation de la loi,</i> ordonnances : – transposant diverses directives européennes relatives aux emballages et déchets et à la réduction des produits plastique ;	Ordonnance n° 2020-920 du 29 juillet 2020 relative à la prévention et à la gestion des déchets
			– précisant les modalités de la mission de suivi et d'observation des filières REP ainsi que la communication inter-filières relative à la prévention et à la gestion des déchets ;	Ordonnance n° 2020-920 du 29 juillet 2020 relative à la prévention et à la gestion des déchets
			– définissant les informations mises à disposition du public par les éco-organismes pour améliorer la prévention et la gestion des déchets.	Les dispositions prévues figurent déjà dans la loi

			<i>Dans les 18 mois, ordonnance transposant la directive (UE) 2019/883 du Parlement européen et du Conseil du 17 avril 2019 relative aux installations de réception portuaires pour le dépôt des déchets des navires</i>	Non publiée
126	12 <i>bis</i>	Mise en demeure des personnes n'ayant pas respecté les conditions du consentement préalable des autorités compétentes prévues par la réglementation européenne sur les mouvements transfrontaliers de déchets et sanction du défaut de documents de notification de ces transferts		
127	12 <i>ter</i>	Rapport au Parlement sur le devenir des déchets exportés à l'étranger	Rapport dans les 6 mois suivant la promulgation de la loi	Non transmis
128	12 <i>quater</i>	Rapport au Parlement sur l'expérimentation de la généralisation en Corse de la redevance spéciale sur les déchets non ménagers	Rapport dans les 6 mois suivant la promulgation de la loi	Non transmis
129	12 <i>quinquies</i>	Rapport au Parlement sur la mise en place d'un cadre réglementaire adapté pour le recyclage des métaux stratégiques et critiques par agromine	Rapport dans les 12 mois suivant la promulgation de la loi	Non transmis
130	13	Entrée en vigueur des articles du projet de loi		